

# Soutenons l'Agriculture, ou nous verrons à nos dépens à quoi elle servait !

Les échéances électorales s'approchent dans notre pays avec leurs cortèges de débats démocratiques, mais il est fort peu probable que l'agriculture en soit un vrai sujet. En effet, pour la majorité de nos concitoyens, et *a fortiori* en Europe, l'agriculture représente le passé ; il conviendrait de moins la soutenir pour pouvoir réorienter les investissements vers d'autres secteurs plus productifs et davantage porteurs d'avenir.

Certains candidats annoncent un gouvernement resserré ; dans ce contexte, il est possible qu'il n'y ait même plus de Ministère spécifique de l'Agriculture ; c'est le cas dans la plupart des pays européens, par exemple en Grande-Bretagne (Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales), en Allemagne ou en Belgique (Ministère de l'agriculture et des classes moyennes).

Si en Europe, comme certains l'espèrent en 2013, à l'échéance de l'actuel accord sur la Politique Agricole Commune (PAC), on choisit de moins soutenir l'agriculture, que risquons-nous exactement ? Naturellement on devrait récupérer un peu d'argent public. Mais beaucoup moins que ce qu'espèrent les détracteurs de la PAC. Songeons que le budget total européen pour l'agriculture pour 25 pays est de 43 milliards €, dont 10 pour l'agriculture française ; cette somme représente à peine 3 % du budget de l'État français (297 milliards €), ou 2 % du budget de la protection sociale française (488 milliards €) !

En contrepartie, la concentration de l'agriculture devrait s'accélérer très fortement, compte tenu du fait que les conditions d'exercice du métier dans notre pays conduisent à des coûts de production supérieurs au prix mondial des matières premières agricoles. Une part importante des 800 000 agriculteurs d'aujourd'hui devrait donc cesser son activité, particulièrement ceux des zones qui disposent de moins d'atouts naturels. Le chômage irait en s'accroissant, et la campagne dans de

nombreuses régions cesserait d'être entretenue ; nos paysages en seraient spectaculairement transformés, ce qui ne serait pas sans conséquence sur le tourisme, autre source de devises importante de notre pays.

Notre industrie agro-alimentaire, fleuron de nos exportations et grand pourvoyeur d'emplois, devrait en partie chercher à s'approvisionner ailleurs, avant d'emprunter plus ou moins rapidement le même chemin que le reste de l'industrie : une délocalisation vers les pays producteurs de matières premières et à moindre coût de main-d'œuvre.

Pour les agriculteurs qui survivraient, le « productivisme » tant décrié deviendrait probablement obligatoire, sauf quelques rares marchés « de niche » ; les progrès obtenus en matière d'environnement rural dans les dernières années risqueraient d'être remis en cause, car un moyen essentiel pour y arriver, la « conditionnalité environnementale » des aides publiques aux agriculteurs, cesserait d'être opérant. Quel serait alors l'intérêt réel des agriculteurs de mieux respecter les cours d'eau, les oiseaux, les terres non directement productives, etc. ?

## Australie, Mexique et agriculture française

La France, qui exporte beaucoup de produits agricoles, risquerait de devoir en importer, avec les aléas que cela comportera sur une planète au climat de plus en plus imprévisible, et où le volume des récoltes varie fortement d'une année sur l'autre. Observons dans l'actualité récente la récolte catastrophique des céréales en Australie, due à un été torride et sec, qui va encore diminuer les stocks mondiaux de céréales. Acceptons-nous de dépendre des autres pour nos approvisionnements de base ?

Les nouveaux conflits emblématiques du XXI<sup>e</sup> siècle sont à nos portes : le réservoir des riches contre

l'assiette des pauvres. Observons ce qui vient de se passer au Mexique : depuis que ce pays a signé un accord de libre-échange avec son grand voisin nord-américain, il bénéficie de nombreux emplois industriels engendrés par une différence de salaire importante. Mais le maïs produit dans les grandes plaines du Middle West américain coûte beaucoup moins cher que celui qui est récolté par les petits paysans mexicains ; nombre de ces derniers ont donc été ruinés. Le Mexique est devenu un gros importateur de maïs, nourriture de base dans ce pays. Cette année, le gouvernement Bush a décidé de consacrer une part importante de son maïs à la fabrication d'éthanol biocarburant, et au cours du mois de janvier 2007, le prix de la galette de maïs mexicaine a augmenté de 50 à 100 % suivant les régions, provoquant une baisse du niveau de vie de 18 % chez les mexicains les plus modestes...

La France n'est ni le Mexique, ni l'Australie. Aujourd'hui il nous semble impensable que nous manquions à nouveau de pain, de poulet ou de lait. Les progrès de l'agriculture qui se sont succédé depuis un siècle ont réussi à nous ôter cette peur de manquer. Pourtant nous pourrions avoir à affronter des crises ponctuelles de pénuries dans nos approvisionnements alimentaires.

Nous avons oublié que les politiques agricoles étaient d'abord des politiques alimentaires, destinées à assurer un approvisionnement régulier, de qualité et bon marché de nos assiettes. Pourtant il faudra nourrir sur la planète 9 milliards d'habitants à partir de nos rares terres agricoles toujours plus menacées par l'urbanisation et l'érosion. Et en plus y produire des quantités très importantes de biocarburants, le tout avec moins d'eau, une énergie hors de prix et des risques sanitaires accrus. L'arme alimentaire pourrait devenir beaucoup plus importante que par le passé. Ne l'oublions pas à l'heure des grands choix politiques qui nous attendent ces prochaines années.

Les jeunes qui se forment actuellement au sein du Groupe ESA ont choisi de s'affronter personnellement à ces défis d'avenir, honorables et passionnants. Encourageons-les !

Bruno Parmentier  
directeur général du Groupe ESA